

France 2030 : un vaste plan de reconquête industrielle

« Emmanuel Macron lance un vaste plan de reconquête industrielle », titre **Le Figaro**, qui revient sur les dix priorités fixées par le président hier pour la France de 2030. A priori, ce sont donc 30 milliards de crédits budgétaires nouveaux et 4 milliards d'euros d'investissements en fonds propres qui seront mis sur la table ces prochaines années, pour peu, bien sûr, que le prochain exécutif adhère au programme. « Nous allons solliciter des propositions mais ne savons pas encore ce qu'on nous proposera », explique l'Élysée, ajoutant : « nous ne pouvons donc pas encore avoir de vision claire des décaissements année après année. » Après le discours, l'ambiance était, devant un parterre acquis, à l'enthousiasme. LE quotidien met ainsi en exergue les propos d'Eric Trappier, le président de l'UIMM, qui a salué « des mesures de soutien à l'investissement. Nous serons vigilants à la transcription de ces annonces en actes : financement, calendrier réel, gouvernance ». (**Le Figaro, p.22**)

« Macron renoue avec la politique industrielle, au risque du saupoudrage », titre **Les Echos**, en Une, soulignant qu'annoncé resserré, France 2030 comporte au final pas loin de 15 priorités centrées sur la transition énergétique. Emmanuel Macron est friand de ces grands actes de volontarisme économique, puisqu'il en est déjà au troisième du même genre dans son quinquennat, souligne le quotidien. Après les nombreux précédents de ces dernières années, l'exécutif a conscience que la gouvernance doit être revue. « Il faut regrouper tous ceux qui s'occupent de l'innovation au sein de la sphère, simplifier les procédures et s'appuyer également sur les talents extérieurs », souligne une source à l'Élysée. Emmanuel Macron dit vouloir instaurer « un esprit commando », qui permette d'aller plus vite et « d'assumer la prise de risque ». (**Les Echos, p.2**)

« Le programme de relance d'Emmanuel Macron prévoit 5 milliards pour les start-up industrielles », titre **Les Echos**, relevant que le président de la République promet 5 milliards, dont trois en fonds propres, pour la deeptech et les pépites industrielles. (**Les Echos, p.27**)

« France 2030 » : 2,5 milliards d'euros dédiés à la formation

« La formation dans les filières stratégiques, clé de la réussite du plan », titre **Les Echos**, alors que le plan d'investissement, présenté hier par Emmanuel Macron, financera des projets d'innovation dans la formation ciblée sur les filières stratégiques, qui va bénéficier d'une enveloppe de 2,5 milliards d'euros. Il reprend un AMI, baptisé « compétences et métiers d'avenir », mais qui a été retravaillé pour mieux coller aux priorités définies par le plan « France 2030 ». Une source gouvernementale souligne que « former aux métiers de demain, ce n'est pas que de la formation continue », et estime que la moitié des financements pourraient alimenter l'Enseignement supérieur et la recherche, et l'autre moitié être partagée entre les ministères du Travail et de l'Éducation nationale. Dans la réalité, formation initiale et continue risquent d'être étroitement liées. « L'un des problèmes majeurs est le manque de talents, explique ainsi Christian Lermينياux, président du conseil d'orientation stratégique de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs. Nous ne formerons pas des millions de technologues en formation initiale d'ici à 2030, la ressource principale est donc parmi les personnes en ou sans emploi. » Et il faudra aussi, à côté des nouvelles formations, « mettre en place des instances où l'on pourra dialoguer plus

facilement avec les entreprises et les innovateurs », souligne-t-il encore. (Les Echos, p.6)

Chaque euro investi dans ce plan « rapportera 1,50 euros supplémentaire », dit Bruno Le Maire

« Ce plan va créer 45 milliards d'euros de richesse supplémentaire », titre **Le Parisien**, qui ouvre ses colonnes à Bruno Le Maire. Le ministre de l'Economie souligne que France 2030 ne modifiera pas la trajectoire financière de la France, qui prévoit de repasser sous les 3 % de déficit public en 2027. « Ce plan est nécessaire et cohérent avec la stratégie économique que nous conduisons depuis 2017 », explique Bruno Le Maire. Revenant sur l'action de son ministère, il souligne qu'il est désormais « temps d'investir ». Les 30 milliards d'euros prévus sont suffisants « pour faire levier et permettre à des acteurs privés d'investir davantage », poursuit-il. En outre, « face à la transformation des emplois, nous ne restons pas les bras croisés », souligne-t-il, détaillant des créations de formations dans des domaines clés. **Le plan sera mis en place « dès janvier ».** (Le Parisien, p.4)

« France 2030 » – Alexandre Saubot : « Il est essentiel que l'exécution soit rapide »

« 'La France se donne une chance de s'en sortir' », titre Le Figaro, ouvrant ses colonnes au président de France Industrie. « La crise a révélé nos faiblesses en termes de souveraineté, explique-t-il. Le tout, à un moment où la France doit relever le défi de transformations profondes, dont celui de la transition énergétique. Avec ce plan, la France se donne une chance de s'en sortir ». « Si Space X existe, c'est notamment parce que l'Etat américain a mis beaucoup d'argent », poursuit-il. « Nous ne demandons rien d'autre que d'être traités sur un pied d'égalité. » A ses yeux, l'enjeu « sera la réactivité de la gouvernance de ce plan. Il est essentiel que l'exécution soit rapide », martèle-t-il. En outre, « il faudra que l'appareil de formation initiale comme continue, se mette au niveau, en contenu et en quantité. Le pire, ce serait d'avoir l'argent et la technologie, mais pas les hommes pour la mettre en œuvre. » Enfin, le sujet des impôts de production « devra être traité dans la présidentielle ». (Le Figaro, p.23)